

Entre Madrid et la Catalogne, « il n'y a jamais eu de discussions sur l'indépendance »

Par Recueilli par Marianne Meunier, le 2/10/2017 à 07h31

Entretien avec Cyril Trépier, chargé de cours à l'université de Cergy-Pontoise, spécialiste de la Catalogne. (1)



Quelle place la journée du dimanche 1er octobre occupera-t-elle dans l'histoire de l'Espagne ?

Cyril Trépier : C'est un jour très triste pour les citoyens, qu'ils soient indépendantistes catalans sincères, opposants à l'indépendance ou, jusqu'à présent, indécis, une catégorie qui existe également même s'ils sont devenus moins nombreux depuis les interventions policières du 20 septembre.

Quelle que soit leur position sur les projets d'indépendance, les citoyens n'applaudissent pas à ces violences policières. Elles peuvent créer une majorité indépendantiste là où jusqu'à présent il n'y en avait pas. Je ne crois pas que les indépendantistes catalans aient anticipé un scénario très différent.

Considérez-vous que les indépendantistes avaient anticipé ces violences ?

C. T. : D'une certaine manière, oui, mais pas dans ces proportions. Avec la journée de dimanche, nous avons sur les écrans du monde entier l'image exacte de l'Espagne qu'ils dépeignent depuis des années, c'est-à-dire celle d'un système judiciaire et policier répressif et non d'une communauté politique de 46 millions de personnes.

La Catalogne indépendante, une vieille histoire

Déjà, les arrestations, les perquisitions et les saisies avant le référendum avaient rappelé le franquisme à un certain nombre de Catalans l'ayant subi. Le contexte est très différent, car il s'agit de violences dans le cadre de l'application de la loi, puisque le référendum a été interdit de manière conservatoire par le Tribunal constitutionnel. Et bien sûr, nous ne sommes plus sous Franco, mais le sentiment de beaucoup de citoyens catalans, à tort, est que l'on y revient.

Des discussions sont-elles encore possibles entre Madrid et la Catalogne ?

C. T. : Il n'y a jamais eu de discussions sur l'indépendance et il est très difficile d'anticiper car l'Espagne n'a jamais connu de situation semblable. Il y a eu un projet de référendum au Pays basque, mais il n'a jamais vu le jour. Et le vote de 2014 en Catalogne n'était pas présenté comme un référendum mais comme une consultation par le gouvernement catalan.

Lire aussi : L'adhésion d'une Catalogne indépendante à l'UE ne serait pas automatique

Ce serait peut-être enfin le moment d'avoir des négociations. Mais il est possible aussi que Mariano Rajoy (*le chef du gouvernement, NDLR*) souhaite appliquer l'article 155 de la Constitution qui, à condition d'avoir une majorité absolue au Sénat, lui permet de suspendre l'autonomie d'une communauté. Ce serait une solution extrême mais c'est légalement possible.

Dans ces conditions, comment sortir du blocage ?

C. T. : Ce blocage n'est pas uniquement dû à Madrid. Il a aussi été préparé par un certain nombre de lois votées au parlement catalan avec le moins de débats possible comme la loi du référendum. Il faudrait beaucoup de bonne volonté et une vision à long terme, qui a franchement manqué de part et d'autre.

Lire aussi : Des arrestations embrasent la Catalogne

Le gouvernement catalan a son agenda qui reste unilatéral. Il se réfère à ses lois, à sa légitimité, à ses électeurs. Le problème, c'est que la Constitution espagnole ne dit pas cela et qu'il n'y a pas, du moins jusqu'à aujourd'hui, une majorité claire pour l'indépendance.

Ne serait-il pas possible d'accorder plus de compétences à la Catalogne ?

C. T. : C'est théoriquement possible, mais le fait d'accorder de nouvelles compétences à une communauté autonome implique de les accorder aux 17 communautés autonomes que compte

l'Espagne. Cela s'est fait très régulièrement : c'est ainsi que les autonomies ont progressé. Mais cette fois, les dirigeants catalans veulent beaucoup plus que de nouvelles compétences. Et jamais ils ne renoncent.

Enfin, il y a un risque de contagion car il existe aussi d'autres revendications indépendantistes comme au Pays basque. Elles n'ont pas toute la même force que celles des Basques ou des Catalans mais l'actualité leur donne de la visibilité.

Recueilli par Marianne Meunier

(1) Auteur de « Géopolitique de l'indépendantisme en Catalogne », l'Harmattan, 37 €, janvier 2016, 340 pages